Parlements et Assemblées
Conseil d'Etat

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 1er août 1969, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur les inhumations et l'incinération", a donné le 27 octobre 1969 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 1e augustus 1969 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op de begrafenissen en de lijkverbranding", heeft de 27e oktober 1969 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Le sort des dépouilles mortelles donne matière à des usages variés, dont tous ne trouvent pas un écho dans le droit écrit.

L'avant-projet de loi soumis à l'examen de la section de législation marque un pas vers le regroupement de la matière; y sont reprises, non seulement les dispositions légales relatives aux cimetières, aux inhumations et aux funérailles qui devraient remplacer celles du décret impérial du 23 prairial an XII sur les sépultures, mais encore celles qui ont trait à l'incinération des cadavres humains. Néanmoins, de nombreux domaines ne sont pas abordés et la loi projetée ne porterait, par conséquent, nulle atteinte aux usages ou dispositions relatifs à ces questions. L'on peut citer à cet égard : la dissection des corps à des fins purement scientifiques, qui fait l'objet de l'arrêté du Directoire exécutif du 3 vendémiaire an VII concernant la police des salles de dissection et laboratoires d'anatomie; les préparations anatomiques de parties du corps humain; l'immersion du corps des personnes décédées en mer, qui fait l'objet, mais pour le temps de guerre seulement, de l'article 20, alinéa 1er, de la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer du 12 août 1949, approuvée par la loi du 3 septembre 1952; le transport des cadavres humains, auquel sont consacrés l'Arrangement international concernant le transport des corps, signé à Berlin le 10 février 1937 et approuvé par la loi du 26 août 1938, ainsi que l'arrêté du Régent du 20 juin 1947 relatif au transport des dépouilles mortelles.

*

* *

.../...

Par ailleurs, aucune ligne maîtresse n'apparaît dans l'économie de l'avant-projet, dont les dispositions sont juxtaposées d'après leur origine historique. L'ordre des articles et la subdivision du projet en chapitres devraient être remaniés.

*
* *

La terminologie utilisée dans l'avant-projet paraît distinguer les cimetières communaux - y compris les cimetières intercommunaux - et les cimetières privés.

D une part, il existe un certain nombre de nécropoles et de sépultures "nationales" sur lesquelles l'autorité centrale exerce le droit de police : l'on peut citer, entre autres, la Place des Martyrs à Bruxelles, le tombeau du soldat inconnu et les cimetières militaires.

D'autre part, à une exception près, l'avant-projet de loi ne prend pas soin de préciser quelles sont, parmi ses dispositions, celles qui sont applicables aux seuls cimetières communaux ou intercommunaux, et celles qui sont applicables en outre aux autres cimetières. Suivant le délégué du Gouvernement, s'appliquent aux cimetières communaux les dispositions des articles 3, 14, alinéas 3 et 4, 15, 17, 18 et 21; quant à l'article 19, il serait d'application en tout lieu accessible au public; il résulte de l'article 33 que l'article 5 atteint tous les cimetières, mais les articles 7, 14, alinéas 1er et 2, et 16 auraient la même portée.

L'avant-projet de loi doit être revu et complété à ce double égard.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Les dispositions du projet qui ont trait aux cimetières sont conçues en fonction de ce que chaque commune dispose d'un lieu de sépulture propre, quod plerumque fit.

L'article ler, alinéa 2,du projet tend à autoriser les communes à s'associer "pour créer et entretenir un cimetière commun". La manière dont les dispositions générales seront transposées, le cas échéant , aux cimetières intercommunaux n'est pas réglée à suffisance par le projet; en raison de la nouveauté et de la complexité de la matière, il est proposé de consacrer une rubrique séparée aux cimetières intercommunaux.

D'une part, si l'intention du Gouvernement est bien que les associations autorisées prennent la forme organisée par les articles ler à 17 de la loi du ler mars 1922 relative à l'association de communes dans un but d'utilité publique, il y aurait lieu de l'affirmer.

D'autre part, les mots "créer" et "entretenir" n'englobent ni l'octroi de concession, ni d'autres attributions des autorités publiques, telle la poursuite des infractions. Il est indispensable que des dispositions expresses précisent la répartition de ces attributions entre l'association intercommunale et les communes associées.

*

* *

.../...

L'article 2, dans la mesure où il concerne l'hypothèse où il n'existe pas de plan d'aménagement prévoyant l'emplacement d'un cimetière, appelle l'observation suivante.

En raison de l'influence qu'exerce sur l'aménagement du territoire d'une commune le choix d'un terrain destiné à un cimetière, il ne serait pas souhaitable que la loi en projet organise une procédure différente de celle qui est prévue par l'article 45 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Il en est encore davantage ainsi lorsque la décision de créer un cimetière sur le territoire d'une commune est prise, non par cette commune elle-même, mais par une autre commune ou par une association de communes.

Il ne peut donc suffire de recueillir l'avis de l'inspection de l'hygiène et l'approbation du gouverneur de la province. Il faut, en outre, obtenir l'avis conforme du fonctionnaire délégué dont il est question à l'article 45 précité.

*

* *

L'article 3, tel qu'il est rédigé, paraît imposer des plantations, quelle que soit la clôture, même si celle-ci est constituée par un mur de deux mètres au moins d'élévation, conformément à la législation que le projet tend à abroger. Par ailleurs, en parlant de plantations "efficaces et suffisantes", il semble que le Gouvernement entende des plantations qui font obstacle, dans la mesure du possible, au passage et aux vues. Cette intention serait mieux exprimée dans le texte ci-après, que l'exposé des motifs pourrait développer :

"Article 3.

Le cimetière est clôturé de manière à faire obstacle, dans la mesure du possible, au passage et aux vues. A cet effet, des plantations suffisantes sont éventuellement établies".

*
* *

I. L'article 10 du projet omet de préciser quelles sont les personnes qui ont qualité pour demander le renouvellement d'une concession funéraire; la définition de cette catégorie vaudrait évidemment aussi pour les demandes visées à l'article 12, disposition dont l'alinéa 3 vise les "personnes intéressées".

Le délégué du Gouvernement confirme que, dans les deux hypothèses, tout intéressé, et non seulement les ayants droit jure haereditario, peut demander le renouvellement d'une concession. Ainsi, la Commission des monuments et des sites, un syndicat d'initiative, un cercle d'archéologie pourraient demander le renouvellement de la concession sur laquelle est érigé un monument funéraire d'intérêt historique ou artistique.

Le cas échéant, l'entretien de la sépulture incomberait à celui ou à ceux qui ont obtenu le renouvellement de la concession.

II. L'article 10, alinéa 1er, paraît porter interdiction absolue d'accorder encore, à l'avenir, des concessions perpétuelles.

.../...

Le Gouvernement n'ayant pas l'intention d'abroger les dispositions légales et réglementaires spéciales qui permettent ou imposent de telles concessions, et notamment celles de l'article 69.6 de l'arrêté royal du 28 février 1963 portant règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes, il serait utile de prévoir une délégation de pouvoir au Roi. L'article 30 du texte proposé par le Conseil d'Etat répond à cet objet.

*
* *

Il résulte de l'article 12, alinéa 1er, que prendrait fin la "perpétuité" de certaines concessions accordées en vertu du décret impérial du 23 prairial an XII. L'exposé des motifs soulignerait opportunément que cette abolition ne porte en rien atteinte à d'autres concessions à perpétuité, et notamment à celles qui ont été données en application de l'article 3 de l'arrêté-loi du 5 septembre 1917 concernant les sépultures des militaires des armées belge et alliées décédés pendant la durée de la guerre.

*
* *

Le délégué du Gouvernement confirme que l'entretien des tombes, objet de l'article 13, n'est pas une obligation, en ce sens que le défaut d'entretien n'a pas d'autres sanctions que le retrait de la concession, et, si la ruine d'un monument cause préjudice à autrui, la responsabilité civile des ayants droit.

*
* *

.../..

Le projet, en son article 14 in fine, dispose que le conseil communal arrête "... les conditions auxquelles est subordonné le droit de transfert des concessions".

Il y a lieu de se demander si l'intention du Gouvernement est d'autoriser les conseils communaux à régler de manière discrétionnaire les frais afférents aux transferts.

*

* *

Afin de prévenir des contestations en justice, il y a lieu de préciser que le droit reconnu à un tiers par l'article 17 de faire placer sur une tombe un signe indicatif de sépulture ne saurait prévaloir sur la volonté du défunt ni sur celle de ses proches.

*

L'article 18, § 2, pourrait faire naître l'impression que les intéressés ont une véritable obligation d'enlever les signes indicatifs de sépulture, en temps opportun. Telle n'étant pas l'intention du Gouvernement, l'article 18, § 2, pourrait être rédigé de la manière proposée plus loin.

*

Le texte de l'article 21, alinéa 2, ne distingue pas entre les inhumations en pleine terre et celles qui ont lieu en caveau. Pourtant, l'intention du Gouvernement n'est pas d'interdire l'emploi de cercueils doublés intérieurement d'une feuille de zinc soudée et formant gaine hermétique, procédé courant pour les inhumations en caveau. Il conviendrait d'introduire dans le texte les précisions convenables.

De même, les procédés, tels l'embaumement, qui sont susceptibles d'empêcher "la décomposition naturelle et normale des corps", ne sont pas interdits par l'article 21, alinéa 2, tel qu'il est rédigé dans l'avant-projet.

*

* *

Pour assurer une présentation logique des dispositions relatives, d'une part, au permis d'inhumation et, d'autre part, à l'autorisation d'incinérer, il se recommanderait soit de faire figurer les conditions de cette autorisation dans ou à la suite des articles 77 et 81 du Code civil, soit d'abroger ces derniers articles en en reprenant la substance dans la partie du présent projet que le Conseil d'Etat propose de consacrer aux inhumations.

Dans l'ignorance où il se trouve de la suite que le Gouvernement entendrait donner à cette suggestion, le Conseil d'Etat s'abstient de proposer des textes qui consacreraient l'une ou l'autre de ces solutions.

Le contenu des articles 24 à 31 devrait être aménagé de façon à mieux mettre en lumière le système de conditions qui va être résumé.

A. La police judiciaire doit être alertée et aucune autorisation ne peut être accordée s'il y a des signes ou indices de mort violente, ou si d'autres circonstances permettent de le soupçonner (article 81, Code civil). Sinon, l'officier de l'état civil délivre, selon le cas, un permis d'inhumer (article 77, Code civil) ou un permis d'incinérer, ce dernier sous des conditions assez strictes (loi du 21 mars 1932, article 4, alinéa 1er, 3° et 4°, et articles 5 à 8; avant-projet, article 24, alinéa 2, 2° et 3°, et articles 27 à 31).

Toutes les demandes d'autorisation d'incinérer relatives à des cas suspects ou douteux, ainsi que celles qui sont relatives au corps de personnes décédées à l'étranger sont tranchées par le procureur du Roi.

Nonobstant l'intention affirmée dans l'exposé des motifs de maintenir "intégralement" les contrôles et garanties institués par la loi du 21 mars 1932, le projet tend à faire disparaître une précaution légale : selon le droit actuellement en vigueur, l'officier de l'état civil est strictement tenu, en effet, de transmettre au procureur du Roi la requête en autorisation d'incinérer et ses annexes, "lorsque le défunt n'a pas été soigné par un médecin pendant sa dernière maladie" (loi du 21 mars 1932, article 5, alinéa 2, in fine).

B. Presque tout est laissé à l'usage, sous le contrôle souverain des cours et tribunaux, en ce qui concerne l'ordonnance des funérailles. Le principe est le respect de la volonté dernière du défunt, volonté dont les interprètes qualifiés sont d'abord la famille, ensuite d'autres personnes : exécuteur testamentaire, conseil de tutelle, etc ... En cas de contestation en justice, le juge recherche l'intention dernière du défunt, ce qui est une question de pur fait.

Considérant que, "depuis la loi de 1932, l'incinération est admise dans notre pays comme mode de disposition des dépouilles mortelles, au même titre que l'inhumation", le Gouvernement entend "apporter, dès maintenant, quelque assouplissement à la loi de 1932", et, ce qui est différent, placer l'inhumation et la crémation "sur un pied d'égalité" (exposé des motifs). Le premier objectif est atteint par

la modification des prescriptions en vigueur, et plus précisément par un retour au droit commun. Le second objectif inspirerait une modification formelle des textes en vigueur, et, à cet égard, l'avant-projet reste à mi-chemin du but.

Au fond, le permis d'incinérer serait, à l'avenir, délivré par l'officier de l'état civil, non plus sous les conditions cumulatives de l'article 4, alinéa 1er, 1° et 2°, de la loi du 21 mars 1932, mais sous l'une ou l'autre de ces conditions : acte testamentaire, ou demande formulée par les proches.

En la forme :

1° l'article 22, dont l'existence se justifiait en 1932, est superflu, puisqu'aucune disposition semblable ne permet l'inhumation;

2° l'article 23 traite des établissements crématoires, lesquels , en vertu de son alinéa 2, doivent faire partie des cimetières ou bien en former des annexes; il s'indique dès lors de scinder ledit article 23, et de renvoyer ses dispositions sous les rubriques consacrées respectivement aux cimetières communaux et aux cimetières intercommunaux.

*

* *

Le mot"communiquant" dans l'article 23, alinéa 2, devrait être précisé par l'exposé des motifs.

*

* *

.../...

A l'égard de l'officier de l'état civil, la volonté exprimée par le défunt en forme testamentaire, soit en faveur de l'incinération (article 24, alinéa 2, 1°, a), soit contre elle (article 25), l'emporte tant sur les testaments plus anciens que sur toute volonté manifestée plus récemment mais sous une autre forme. Cette règle ne trouve toutefois à s'appliquer que si un conflit oppose, au su de l'officier de l'état civil, devant lui, des membres de la famille, des tiers, ou les uns aux autres; elle dicte la décision de l'officier de l'état civil et n'a pas d'autre portée dans l'intention du Gouvernement (arg. : "N'est pas recevable la demande d'incinération", article 25 initio). En revanche, lorsque le problème donne lieu à contestation en justice, le juge apprécie souverainement, sans être lié par l'ordre des preuves imposé à l'officier de l'état civil.

Afin de mieux souligner que l'appréciation des faits par le juge reste en tout cas souveraine et discrétionnaire, mieux vaudrait incorporer la disposition de l'article 25 à celles de l'article 24, alinéa 2, 1°.

Par ailleurs, dans l'intention du Gouvernement, toute personne intéressée et, en particulier, le détenteur d'un acte de dernière volonté, a qualité pour informer l'officier de l'état civil, dans l'hypothèse de l'article 25, et, au besoin, pour saisir le juge des référés de la contestation.

Il importe que le texte précise expressément ce point.

*

* *

L'article 26, alinéa ler, prévoit que les contestations relatives aux questions visées à l'article 24, 1°, sont portées devant le juge des référés du lieu du décès, qui statue dans les 24 heures du dépôt de la requête.

Cette rédaction pourrait faire supposer que le projet entend introduire une procédure différente de celle du droit commun, ce qui ne semble cependant pas être l'intention du Gouvernement et ce que le projet , en tout cas, ne justifie pas.

Le Conseil d'Etat rappelle que le Code judiciaire prévoit que les demandes principales sont portées devant le juge au moyen d'une citation, sans préjudice des règles particulières applicables aux comparutions volontaires et aux procédures sur requête (article 700).

Plus particulièrement, pour saisir le juge des référés, l'article 1035, alinéa 2, dispose que le délai de citation est au moins de deux jours, et l'article 1036 prévoit que ce délai peut être abrégé par une ordonnance du président permettant de citer à l'heure indiquée.

Ainsi, une citation par huissier est requise dans tous les cas.

Il est rappelé encore que la loi du 21 mars 1932, qui donnait déjà compétence au juge des référés du lieu du décès pour connaître des contestations, ne prévoit aucune dérogation à la procédure proprement dite, et, en ce qui concerne la compétence territoriale, attribue compétence au juge des référés du lieu du décès.

Quant au Code judiciaire qui, en son article 587, 1° , cite la compétence attribuée au président du tribunal de première instance par la loi du 21 mars 1932, il dispose expressément que les demandes sont introduites et instruites selon les formes du référé, ce qui est d'autant plus significatif que ce texte se trouve à la suite de deux dispositions (les articles 585 et 586) qui permettent de saisir le président du tribunal par voie de requête, dans les cas qu'elles déterminent limitativement.

Est étranger à la matière l'article 584, qui, en son alinéa premier, permet au président du tribunal de première instance de statuer au provisoire dans les cas dont il reconnaît l'urgence, en toutes matières, sauf celles que la loi soustrait au pouvoir judiciaire, et qui,en son alinéa 3, prévoit que le président est saisi par voie de référé ou, en cas d'absolue nécessité, par requête. En effet, d'une part, il s'agit là d'une compétence spéciale attribuée au président du tribunal, et, d'autre part,ainsi qu'il résulte tant de l'article 26 du projet que de l'article 587, 1°, du Code judiciaire, que le projet laisse subsister mais dans lequel la référence à la loi du 21 mars 1932 devrait être remplacée par la mention de la loi en projet , il s'agit ici d'une demande introduite et instruite selon les formes des référés.

Ainsi, dans l'article 26, alinéa 1er, les mots "du dépôt de la requête" devraient être omis de façon à rendre applicables les dispositions du droit commun et à éviter une discordance entre le projet et l'article 587, 1°, du Code judiciaire.

On peut se demander, par ailleurs, s'il est bien nécessaire d'imposer au juge des référés de statuer dans les 24 heures. Si pareille précaution se recommande pour l'autorisation à accorder par l'officier de l'état civil en l'absence de contestation (Loi du 21 mars 1932, article 4, dernier alinéa , et article 26, alinéa 2, du projet), elle semble moins indiquée à l'égard du pouvoir judiciaire et plus particulièrement du juge des référés qui, par sa mission même, est conscient des délais qu'implique nécessairement la nature de la contestation.

A l'article 26, alinéa 2, il conviendrait de préciser comment les contestations sont portées à la connaissance de l'officier de l'état civil : par une signification de la copie de l'exploit de citation à la requête du demandeur, ou par un autre mode ?

*

* *

L'article 27, alinéa 2, du projet emprunte à l'article 81 du Code civil l'expression "mort violente". Cette expression ne peut être prise au sens littéral mais doit être entendue - ainsi que le confirme la pratique - dans le sens de "mort suspecte", c'est-à-dire dont la cause pourrait éventuellement provoquer une enquête judiciaire.

*

* *

.../...

L'article 30 de l'avant-projet de loi met à charge de la succession les frais de l'autopsie ordonnée à l'occasion de l'examen d'une demande d'autorisation d'incinérer. Comme il s'agit là d'une mesure de recherche des infractions, il convient de faire supporter lesdits frais, selon le cas, par la collectivité ou par le coupable, étant donné que la perspective qui est celle de la loi du 21 mars 1932 serait désormais abandonnée.

*

* *

En ce qui concerne les autorisations données par le procureur du Roi en vertu de l'article 31 du projet, il n'est pas normal de priver les intéressés du recours devant le juge des référés.

*

* *

L'article 37 tend à souligner que l'arrêté royal du 17 octobre 1932 portant exécution de la loi du 21 mars 1932 concernant l'incinération facultative des cadavres humains trouverait un nouveau fondement légal dans la loi soumise au Conseil d'Etat en avant-projet; ceci ne peut valoir que pour les dispositions compatibles avec celles de la loi nouvelle, et jusqu'à ce qu'un nouvel arrêté royal remplace ou abroge celui du 17 octobre 1932. Il est donc indispensable de compléter le texte de l'article 37, au début, par les mots : "Dans la mesure où ses dispositions ne sont pas incompatibles avec celles de la présente loi", et, à la fin, par les mots : "par le Roi".

*

* * .../...

Compte tenu des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose le texte suivant pour l'avant-projet de loi.

*

* *

PROJET DE LOI SUR LES FUNERAILLES ET SEPULTURES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE Ier. - DES LIEUX DE SEPULTURE.

Section 1ère - Des cimetières communaux.

Article 1er.-

Chaque commune doit disposer d'un cimetière au moins.

Tout établissement crématoire est construit dans l'enceinte d'un cimetière communal ou sur un terrain communiquant avec celui-ci.

.../...

Article 2.-

L'emplacement du cimetière est déterminé par le plan d'aménagement.

Quand il n'y a pas de place d'aménagement prévoyant l'emplacement du cimetière, la décision du conseil communal relative à cet objet est précédée de l'avis de l'inspection d'hygiène provinciale, et prise de l'avis conforme du fonctionnaire délégué dont il est question à l'article 45 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. Elle est soumise à l'approbation du gouverneur de la province.

La création d'un établissement crématoire est soumise aux mêmes conditions.

Article 3.-

Le cimetière est clôturé de manière à faire obstacle, dans la mesure du possible, au passage et aux vues. A cet effet, des plantations suffisantes sont éventuellement établies.

Article 4.-

Les cimetières communaux sont soumis à l'autorité, à la police et à la surveillance des autorités communales, qui veillent à ce qu'aucun désordre ni acte contraire au respect dû à la mémoire des morts ne s'y commettent et à ce qu'aucune exhumation n'ait lieu sans autorisation.

Article 5.-

§ 1er. Lorsque de nouveaux emplacements destinés aux inhumations ont été aménagés, le conseil communal fixe la date de cessation des inhumations dans les anciens cimetières.

.../...

Ceux-ci restent dans l'état où ils se trouvent sans qu'il puisse en être fait un usage quelconque pendant cinq ans au moins.

Le conseil communal arrête la publicité que recevra la décision de fermeture.

§ 2. A l'expiration du délai fixé au § 1er, la délibération du conseil communal décidant le changement d'affectation des terrains des anciens cimetières est soumise à l'approbation du gouverneur de la province. Toutefois, ni fouille, ni travaux de fondation ne sont autorisés sans l'accord de l'inspection d'hygiène provinciale.

Section 2 - Des concessions de sépulture.

Article 6.-

Le conseil communal peut accorder des concessions de sépulture dans les cimetières communaux.

Il peut déléguer ce pouvoir au collège des bourgmestre et échevins.

Une même concession ne peut servir de sépulture qu'au demandeur, à son conjoint, à ses parents ou alliés.

Une demande de concession peut être introduite au bénéfice d'un tiers et de sa famille.

Article 7.-

Les concessions sont accordées pour une durée maximum de cinquante ans.

.../...

Sur demande introduite par tout intéressé avant l'expiration de la période fixée, des renouvellements successifs peuvent être accordés.

Aucun renouvellement ne peut dépasser la durée de la concession initiale.

Article 8.-

Le conseil communal fixe le tarif et les conditions d'octroi des concessions.

Article 9.-

Tous les cinquante ans, et sans redevance, la concession à perpétuité accordée avant l'entrée en vigueur de la présente loi en vertu du décret impérial du 23 prairial an XII peut être renouvelée, à la demande de toute personne intéressée.

La première demande de renouvellement doit être introduite dans un délai de deux ans, qui prend cours :

a) à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, lorsque la concession a été octroyée au moins cinquante ans avant cette date;

b) à l'expiration de la cinquantième année de la concession dans les autres cas.

A l'expiration de la première année de ce délai de deux ans, le bourgmestre ou son délégué dresse, à l'intention des personnes intéressées, un acte rappelant que le maintien de leur droit est subordonné à une demande de renouvellement qui doit lui être adressée avant la date qui y est fixée.

.../...

Cet acte est affiché sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière pendant au moins un an.

A défaut de demande de renouvellement ,la concession prend fin.

Article 10.-

Lorsqu'il est fait application de l'article 5, une parcelle de même superficie que celle qui était concédée est réservée dans le nouveau cimetière, sur demande introduite par un des ayants droit avant la date visée à l'alinéa 1er du même article.

Le conseil communal arrête les conditions auxquelles est subordonné le transfert (voir avis).

Article 11.-

L'entretien des tombes sur terrain concédé incombe aux ayants droit.

Le défaut d'entretien, qui constitue l'état d'abandon, est établi lorsque d'une façon permanente la tombe est malpropre, envahie par la végétation, délabrée, effondrée ou en ruine.

L'état d'abandon est constaté par un acte du bourgmestre ou de son délégué, affiché pendant un an sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière.

Après l'expiration de ce délai et à défaut de remise en état, le conseil communal peut mettre fin au droit à la concession.

.../...

Section 3 - Des cimetières intercommunaux.

Article 12.-

Des communes peuvent s'associer (conformément aux dispositions des articles 1er à 17 de la loi du 1er mars 1922 relative à l'association de communes dans un but d'utilité publique), afin de créer et d'entretenir un cimetière ou un établissement crématoire communs.

Article 13.-

Sont applicables aux cimetières intercommunaux les articles ... de la présente loi.

Alinéa 2 : police des cimetières intercommunaux:....

Alinéa 3 : régime des concessions : ...

CHAPITRE II. - DES FUNERAILLES ET DES MODES DE SEPULTURE.

Section 1ère - De la mise en bière et du transport des dépouilles mortelles.

Article 14.-

Lorsque le corps du défunt doit être inhumé en pleine terre, l'emploi de cercueils, de gaines et de linceuls empêchant la décomposition naturelle et normale des corps est interdit.

Article 15.-

Le bourgmestre ou son délégué peut assister à la mise en bière.

.../...

Article 16.-

Le conseil communal règle le mode le plus convenable pour le transport des corps.

Dans tous les cas, la surveillance des convois funèbres appartient à l'autorité communale, qui veille à ce qu'ils se déroulent dans l'ordre, la décence et le respect dû à la mémoire des morts.

Article 17.-

La mise en bière et le transport des corps des indigents se fait gratuitement et d'une manière décente.

Section 2 - Des inhumations.

Article 18.-

§ 1er. Les inhumations ne peuvent avoir lieu que dans les cimetières communaux ou intercommunaux.

§ 2. Toutefois, les inhumations peuvent continuer dans les cimetières privés existant au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Sont applicables aux cimetières privés, les articles (4, 5, § 1er, alinéas 1er et 2, 19, alinéa 1er, et 20) de la présente loi.

§ 3. Des dérogations à la disposition du § 1er peuvent être accordées par le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions, sur proposition du bourgmestre de la commune où doit avoir lieu l'inhumation.

.../...

Article 19.-

Tout corps inhumé en pleine terre l'est dans une fosse séparée, horizontalement, à quinze décimètres au moins de profondeur.

Le conseil communal fixe l'intervalle entre les fosses.

Article 20.-

Les corps déposés dans les caveaux reposent à huit décimètres au moins de profondeur.

L'aménagement de sépultures au-dessus du sol est interdit, sauf autorisation spéciale accordée par le gouverneur de la province, sur avis conforme de l'inspection de l'hygiène provinciale, et sauf les dérogations qui résultent de la présente loi.

Toutefois, les inhumations dans les constructions visées à l'alinéa 2 et existant au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi peuvent continuer comme par le passé.

Article 21.-

L'inhumation en terrain non concédé a lieu dans une fosse où il n'a pas été inhumé depuis cinq ans.

Lorsque, dans une parcelle, il n'est plus possible d'inhumer dans les conditions fixées par l'article 19, il ne peut plus être creusé de nouvelles fosses pendant un délai de quinze ans à partir de la dernière inhumation, sauf autorisation du gouverneur de la province accordée sur avis conforme de l'inspection d'hygiène provinciale.

.../...

Les restes mortels mis à jour dans l'enceinte du cimetière sont transférés dans un endroit de celui-ci aménagé à cette fin.

Section 3 - Des incinérations.

Article 22.-

L'incinération d'un cadavre humain est subordonnée à une autorisation délivrée par l'officier de l'état civil qui a constaté le décès si la personne est décédée en Belgique, ou par le procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel est situé l'établissement crématoire si la personne est décédée à l'étranger.

Article 23.-

§ 1er. Toute demande d'autorisation est signée par la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles.

Peut être joint à la demande ou peut tenir lieu de demande un acte, soumis aux conditions de capacité et de forme des actes testamentaires, par lequel le défunt exprime la volonté formelle de faire incinérer ses restes mortels.

§ 2. L'autorisation doit être refusée par l'officier de l'état civil ou par le procureur du Roi si, par un acte soumis aux conditions de capacité et de forme requises pour la validité des actes testamentaires, le défunt a marqué sa préférence pour un autre mode de sépulture.

§ 3. En cas de contestation, toute personne intéressée peut saisir le juge des référés du lieu du décès. Copie de la citation est notifiée simultanément, suivant le cas, à l'officier de l'état civil qui a constaté le décès ou au procureur du Roi. .../...

En l'absence d'une telle notification, l'officier de l'état civil accorde l'autorisation d'incinérer vingt-quatre heures après la réception des pièces.

Article 24.-

§ 1er. A la demande doit être joint un certificat par lequel le médecin traitant ou le médecin qui a constaté le décès affirme qu'il n'y a pas de signes ou indices de mort violente.

A la demande d'autorisation d'incinérer le corps d'une personne décédée en Belgique doit être joint, en outre, le rapport d'un médecin assermenté commis par l'officier de l'état civil pour vérifier les causes du décès, certifiant qu'il n'y a pas de signes ou indices de mort violente.

§ 2. Le dossier doit être transmis par l'officier de l'état civil au procureur du Roi de l'arrondissement lorsqu'il existe des circonstances permettant de soupçonner qu'il y a eu mort violente, ou lorsque, dans l'un des documents exigés par le § 1er, le médecin n'a pu affirmer qu'il n'y avait pas de signes ou indices de mort violente.

Dans ce cas, l'incinération ne peut être autorisée qu'après que le procureur du Roi a fait connaître à l'officier de l'état civil qu'il ne s'y oppose pas.

Article 25.-

Le procureur du Roi procède comme il est dit à l'article 81 du Code civil et ordonne, s'il y a lieu, l'autopsie.

.../...

La famille ou la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles peut toujours faire assister à l'autopsie un médecin de son choix.

Les frais d'autopsie, tarifés et recouvrés comme frais de justice pénale, sont à charge ... (voir avis)...

Article 26.-

Les cendres provenant de corps incinérés doivent reposer dans un cimetière communal ou intercommunal; elles doivent :

a) soit être inhumées en pleine terre, à cinq décimètres au moins de profondeur;

b) soit être dispersées sur une parcelle à ce réservée;

c) soit être recueillies dans des urnes, lesquelles peuvent être soit inhumées, soit disposées dans un caveau, soit placées dans un columbarium.

Section 4 - Des signes indicatifs de sépulture.

Article 27.-

Sauf volonté contraire du défunt ou opposition de ses proches, toute personne a le droit de faire placer sur la tombe de son parent ou de son ami un signe indicatif de sépulture.

Le conseil communal règle l'exercice de ce droit et, notamment, tout ce qui concerne la dimension des signes de sépulture et la nature des matériaux à utiliser.

.../...

Article 28.-

Lorsqu'il est mis fin à une concession de sépulture ou lorsque la demande de transfert prévue à l'article 10 n'a pas été introduite, les signes indicatifs de sépulture non enlevés ainsi que les constructions souterraines qui subsisteraient deviennent propriété de la commune.

Lorsque des terrains non concédés doivent être utilisés pour de nouvelles inhumations, un avis, affiché aux accès de ces terrains et à l'entrée des cimetières, informe les intéressés du délai pendant lequel ils peuvent enlever les signes indicatifs de sépulture; à l'expiration de ce délai, ou de la prorogation décidée par le collège des bourgmestre et échevins, la commune devient propriétaire des matériaux.

Le collège des bourgmestre et échevins règle seul la destination des matériaux attribués à la commune.

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS FINALES.

Article 29.-

Les dispositions de la présente loi ne portent pas préjudice aux usages relatifs à l'inhumation des membres de la famille royale, ni aux usages relatifs à l'inhumation des chefs de diocèse dans leur cathédrale, non plus qu'aux dispositions relatives aux sépultures militaires.

Article 30.-

Le Roi peut déroger aux dispositions de la présente loi, soit pour assurer l'exécution de conventions internationales, soit en vue d'assurer la protection des populations contre les dangers de propagation des maladies infectieuses ou de contamination par radiations ionisantes.

.../...

Article 31.-

Les infractions aux dispositions de la présente loi sont passibles des peines prévues par les articles 315, 340, 453 et 526 du Code pénal.

Article 32.-

Dans la mesure où ses dispositions ne sont pas incompatibles avec celles de la présente loi, l'arrêté royal du 17 octobre 1932 portant exécution de la loi du 21 mars 1932 concernant l'incinération facultative des cadavres humains reste d'application, jusqu'à ce qu'il en soit disposé autrement par le Roi.

Article 33.-

Dans l'article 587, 1°, du Code judiciaire, les mots "loi du 21 mars 1932 concernant l'incinération facultative des cadavres humains" sont remplacés par la mention de l'intitulé de la présente loi.

Article 34.-

Sont abrogés :

1° les dispositions encore en vigueur de la déclaration du Roi du 10 mars 1776 sur les inhumations;

2° les dispositions encore en vigueur de l'édit du 26 juin 1784 sur les enterrements;

3° le décret du 23 prairial an XII sur les sépultures;

4° le décret impérial du 4 thermidor an XIII relatif aux autorisations des officiers de l'état civil pour les inhumations;

.../...

5° le décret impérial du 18 mai 1806 concernant le service dans les églises et les convois funèbres;

6° l'arrêté royal du 30 avril 1829 concernant la clôture des cimetières;

7° l'arrêté royal du 19 juin 1829 contenant, en complément de l'arrêté du 30 avril 1829, diverses mesures concernant les murs de la clôture des cimetières;

8° l'arrêté royal du 30 juillet 1880 qui est relatif à l'usage des cimetières supprimés;

9° la loi du 21 mars 1932 concernant l'incinération facultative des cadavres humains.

...

...

...

CONCORDANCE DES DISPOSITIONS.

Projet du Département.	Texte proposé par le Conseil d'Etat.
Article 1er, alinéa 1er.	Article 1er, alinéa 1er.
Article 23, alinéa 2.	Article 1er, alinéa 2.
Article 2.	Article 2, alinéas 1er et 2.
Article 23, alinéa 1er, in fine.	Article 2, alinéa 3.
Article 3.	Article 3.
Article 16.	Article 4.
Article 14, alinéas 1er et 2.	Article 5, § 1er, alinéas 1er et 2.
Article 14, alinéa 4, initio.	Article 5, § 1er, alinéa 3.
Article 14, alinéa 3.	Article 5, § 2.
Article 9.	Article 6.
Article 10.	Article 7.
Article 11.	Article 8.
Article 12.	Article 9.
Article 15.	Article 10, alinéa 1er.
Article 14, alinéa 4, in fine.	Article 10, alinéa 2.
Article 13.	Article 11.
Article 1er, alinéa 2, et article 23, alinéa 1er, initio.	Article 12.
--	Article 13.
Article 21, alinéa 2.	Article 14.
Article 21, alinéa 1er.	Article 15.
Article 19.	Article 16.
Article 20.	Article 17.
Article 4.	Article 18, § 1er.
Article 33.	Article 18, § 2.
Article 35.	Article 18, § 3.
Article 5, alinéa 1er, partim, et alinéa 2.	Article 19.

.../...

Projet du Département.	Texte proposé par le Conseil d'Etat.
Article 5, alinéa 1er, partim.	Article 20, alinéa 1er.
Article 7, alinéa 1er.	Article 20, alinéa 2.
Article 34.	Article 20, alinéa 3.
Article 8.	Article 21.
Article 24, alinéa 1er, et article 31, partim.	Article 22.
Article 24, alinéa 2, 1°.	Article 23, § 1er.
Article 25.	Article 23, § 2.
Article 26.	Article 23, § 3.
Article 24, alinéa 2, 2° et 3°.	Article 24, § 1er.
Article 27 et article 28, alinéa 2.	Article 24, § 2.
Article 28, alinéa 1er.	Article 25, alinéa 1er.
Article 29.	Article 25, alinéa 2.
Article 30.	Article 25, alinéa 3.
Article 5, alinéa 1er, partim, article 6, et article 7, alinéa 2.	Article 26.
Article 17.	Article 27.
Article 18.	Article 28.
Article 32.	Article 29.
---	Article 30.
Article 36.	Article 31.
Article 37.	Article 32.
---	Article 33.
Article 38.	Article 34.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

In verband met de lijkbezorging gelden verschillende gebruiken die niet alle in het geschreven recht verwoord zijn.

Met het aan de afdeling wetgeving voorgelegde voorontwerp van wet wordt een stap gezet naar een overzichtelijke behandeling van de stof ; opgenomen zijn niet alleen de wetsbepalingen betreffende de begraafplaatsen en het begraven, die bestemd zijn om in de plaats te komen voor de bepalingen van het keizerlijk decreet van 23 prairial jaar XII op de begraafplaatsen, maar ook die welke betrekking hebben op de lijkverbranding. Heel wat punten komen echter niet ter sprake, zodat de ontwerp-wet geen afbreuk doet aan de desbetreffende gebruiken of voorzieningen. Vermeld kunnen worden : de lijkopening met zuiver wetenschappelijke doeleinden waarover handelt het besluit van het Directoire exécutif van 3 vendémiaire jaar VII "concernant la police des salles de dissection et laboratoires d'anatomie" ; het bereiden van delen van het menselijk lichaam voor anatomisch onderzoek ; het overboord zetten van op zee overledenen waarvoor, maar dan alleen voor oorlogstijd, geldt artikel 20, eerste lid, van het verdrag van Genève voor de verbetering van het lot der gewonden, zieken en schipbreukelingen van de strijdkrachten ter zee, van 12 augustus 1949, goedgekeurd bij de wet van 3 september 1952 ; het vervoer van lijken, waarover is gehandeld in de internationale overeenkomst betreffende het vervoer van lijken, ondertekend te Berlijn op 10 februari 1937 en goedgekeurd bij de wet van 26 augustus 1938, alsook in het besluit van de Regent van 20 juni 1947 betreffende het vervoer van lijken.-

*
* *

.../...

In de opzet van het voorontwerp komt geen vaste lijn tot uiting ; de bepalingen staan naast elkaar zoals zij historisch gegroeid zijn. De volgorde van de artikelen en de onderverdeling in hoofdstukken moeten worden herzien.

*
* *

Terminologisch lijkt het voorontwerp een onderscheid te maken tussen gemeentelijke - waaronder ook intergemeentelijke - en particuliere begraafplaatsen.

Er zijn een aantal "nationale" dodenakkers en graven waarop politietoezicht wordt uitgeoefend door de centrale macht, bijvoorbeeld het Martelarenplein te Brussel, het graf van de Onbekende Soldaat, militaire begraafplaatsen.

Vervolgens wordt op één uitzondering na niet duidelijk gemaakt welke bepalingen van het ontwerp alleen voor gemeentelijke of intergemeentelijke, en welke ook voor de overige begraafplaatsen gelden. Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, gelden voor gemeentelijke begraafplaatsen de bepalingen van de artikelen 3, 14, derde en vierde lid, 15, 17, 18 en 21. Artikel 19 zou van toepassing zijn op iedere plaats waar het publiek toegang heeft. Uit artikel 33 volgt dat artikel 5 slaat op alle begraafplaatsen, maar de artikelen 7, 14, eerste en tweede lid, en 16 zouden dezelfde strekking hebben.

Het voorontwerp van wet moet op die beide punten herzien en aangevuld worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

De bepalingen van het ontwerp die betrekking hebben op de begraafplaatsen gaan ervan uit dat elke gemeente over een eigen begraafplaats beschikt, wat doorgaans ook het geval is.

Artikel 1, tweede lid, van het ontwerp wil de gemeenten machtigen om zich te verenigen "voor het aanleggen en onderhouden van een gemeenschappelijke begraafplaats". De wijze waarop de algemene bepalingen in voorkomend geval voor de intergemeentelijke begraafplaatsen zullen gaan gelden, is niet omstandig genoeg geregeld in het ontwerp ; omdat de stof nieuw en ingewikkeld is, wordt voorgesteld aan de intergemeentelijke begraafplaatsen een afzonderlijke rubriek te wijden.

Ligt het in de bedoeling van de Regering aan die gemachtigde verenigingen de vorm te geven welke bepaald is in de artikelen 1 tot 17 van de wet van 1 maart 1922 op de vereniging van gemeenten tot nut van het algemeen, dan zou dat met zoveel woorden moeten worden gezegd.

Vervolgens vallen onder "aanleggen" en "onderhouden" noch het verlenen van concessies, noch andere bevoegdheden van de overheden, zoals het vervolgen van misdrijven. Het is noodzakelijk dat die bevoegdheden in uitdrukkelijke bepalingen worden verdeeld over de intercommunale vereniging en de aangesloten gemeenten.

*
* *

.../...

Bij artikel 2, voor zover het daar gaat om het geval dat geen plan van aanleg bestaat waarin de ligging van een begraafplaats is aangegeven, is het volgende op te merken.

De keuze van een als begraafplaats bestemde grond is voor de ruimtelijke ordening van een gemeente van zodanige betekenis, dat het niet raadzaam is in de ontwerp-wet een procedure in te voeren die afwijkt van de procedure, voorgeschreven in artikel 45 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en de stedebouw.

Dat is des te minder raadzaam, wanneer de beslissing tot het aanleggen van een begraafplaats op het grondgebied van een gemeente niet door deze maar door een andere gemeente of door een vereniging van gemeenten genomen wordt.

Er kan dus niet worden volstaan met het advies van de gezondheidsinspectie en met de goedkeuring van de provinciegouverneur. Nodig is ook het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar, waarvan sprake is in eerdervermeld artikel 45.

*
* *

Zoals artikel 3 geredigeerd is, lijkt het beplanting voor te schrijven ongeacht de omheining, ook al is die een ten minste twee meter hoge muur, overeenkomstig de wetgeving welke het ontwerp bedoelt op te heffen. Met "voldoende" en "doeltreffende" beplantingen schijnt de Regering trouwens beplantingen op het oog te hebben die in de mate van het mogelijke de doorgang en het zicht belemmeren. Die bedoeling komt beter tot uiting in de volgende tekst, waarop de memorie van toelichting dan nader kan ingaan :

"Artikel 3.-

De begraafplaats wordt zo omheind dat de doorgang en het zicht in de mate van het mogelijke belemmerd worden. Daartoe wordt eventueel een voldoende beplanting aangebracht".

*
* *

I. Artikel 10 van het ontwerp zegt niet wie de hernieuwing van een grafconcessie kan aanvragen ; de omschrijving van die categorie van personen zou vanzelfsprekend ook gelden voor de aanvragen bedoeld in artikel 12, waar in het derde lid sprake is van de "belanghebbende personen".

De gemachtigde ambtenaar bevestigt dat in beide gevallen alle belanghebbenden, en niet alleen de erfgerechtigden, de hernieuwing van een concessie kunnen vragen. Volgens hem kan bijvoorbeeld de Commissie voor monumenten en landschappen, een vereniging voor vreemdelingenverkeer, een oudheidkundige kring de hernieuwing vragen van de concessie waarop zich een historisch of artistiek belangrijk grafmonument bevindt.

In voorkomend geval zou het onderhoud van het graf ten laste komen van hen die de hernieuwing van de concessie hebben verkregen.

II. Artikel 10, eerste lid, lijkt volstrekt te verbieden voortaan nog altijddurende concessies te verlenen.

Daar de Regering niet voornemens is de bijzondere wets- en verordeningsbepalingen op te heffen die zodanige concessies toestaan of opleggen, - met name artikel 69.6 van het koninklijk besluit van 28 februari 1963 houdende

algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van ioniserende stralingen -,ware het nuttig te voorzien in een overdracht van bevoegdheid aan de Koning. Dat is de bedoeling van artikel 30 in de door de Raad van State voorgestelde tekst.

*
* *

Uit artikel 12, eerste lid, volgt dat een einde zou komen aan het "altijddurende" van bepaalde, krachtens het keizerlijk decreet van 23 prairial jaar XII verleende concessies. Het zou goed zijn als de memorie van toelichting erop wees, dat die opheffing geen afbreuk doet aan andere altijddurende concessies, inzonderheid aan die welke verleend zijn krachtens artikel 3 van de besluitwet van 5 september 1917 betreffende de begraafplaatsen van militairen der Belgische en verbonden legers overleden binst de oorlog.

*
* *

De gemachtigde ambtenaar bevestigt dat het in artikel 13 bedoelde onderhoud van graven geen verplichting is, in die zin dat het gemis van onderhoud geen andere sancties tot gevolg heeft dan de intrekking van de concessie en, ingeval een ingestort grafteken aan derden schade veroorzaakt, de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de rechthebbenden.

*
* *

.../...

Aan het slot van artikel 14 stelt het ontwerp dat de gemeenteraad bepaalt "... de voorwaarden waarin het recht tot overbrenging van de concessies mag worden uitgeoefend".

Hier rijst de vraag of de Regering de gemeenteraden wenst te machtigen om naar goedvinden een regeling te treffen voor de kosten in verband met die overbrenging.

*
* *

Ten einde geschillen voor het gerecht te voorkomen, dient nader te worden bepaald, dat het in artikel 17 aan een derde verleende recht om een grafsteen of enig ander grafteken op een graf te doen plaatsen, geen voorrang mag hebben op de wil van de overledene of van zijn verwanten.

*
* *

Artikel 18, § 2, kan de indruk wekken dat de belanghebbenden werkelijk verplicht zijn de graftekens te gepasten tijde weg te nemen. Daar dat niet de bedoeling van de Regering is, wordt verderop in het advies een andere redactie voorgesteld.

*
* *

De tekst van artikel 21, tweede lid, maakt geen onderscheid tussen begraving in volle grond en begraving in een grafkelder. Toch ligt het niet in de bedoeling van de Regering te verbieden, dat doodkisten worden gebruikt die ee gesoldeerde en hermetisch gesloten zinken kist bevatten, zoa gebruikelijk is bij begraving in een grafkelder. De tekst zou daarover de nodige bijzonderheden moeten geven.

Ook andere procédés, zoals het balsemen, waardoor "de natuurlijke en normale ontbinding van het lijk" belet kan worden, zijn niet verboden in artikel 21, tweede lid, zoals het in het voorontwerp geredigeerd is.

*
* *

Met het oog op een logische ordening van de bepalingen betreffende het recht tot begraven enerzijds en het verlof tot lijkverbranding anderzijds, is het geraden, ofwel de voorwaarden voor het verkrijgen van dat verlof op te nemen in of onmiddellijk na de artikelen 77 en 81 van het Burgerlijk Wetboek, ofwel die artikelen op te heffen en de inhoud ervan over te nemen in het gedeelte van het onderhavige ontwerp dat volgens 's Raads voorstel aan de begraving zou worden gewijd.

Nu het de Raad niet bekend is wat de Regering met dat voorstel zal doen, geeft hij voor geen van beide oplossingen een tekst in overweging.

De inhoud van de artikelen 24 tot 31 zou zo moeten worden **herwerkt,** dat de hierna samengevatte voorwaarden duidelijker tot uiting komen.

A. De gerechtelijke politie moet worden gewaarschuwd en geen verlof tot teraardebestelling mag worden afgegeven indien er tekens of aanwijzingen van een gewelddadige dood zijn of andere omstandigheden die zulks laten vermoeden (artikel 81 van het Burgerlijk Wetboek). Zoniet, dan geeft de ambtenaar van de burgerlijke stand een verlof tot teraardebestelling (artikel 77 van het Burgerlijk Wetboek) of een verlof tot lijkverbranding

.../..

dit laatste onder vrij strenge voorwaarden (wet van 21 maart 1932, artikel 4, eerste lid, 3° en 4°, en artikelen 5 tot 8 ; voorontwerp, artikel 24, tweede lid, 2° en 3°, en artikelen 27 tot 31).

Over alle aanvragen om verlof tot verbranding in verdachte of twijfelachtige gevallen, en ook over zodanige aanvragen die betrekking hebben op het lijk van in het buitenland overleden personen, beslist de procureur des Konings.

Ondanks het in de memorie van toelichting tot uiting gebrachte voornemen om de door de wet van 21 maart 1932 ingestelde controle- en waarborgmaatregelen "volledig" te handhaven, wil het ontwerp een wettelijk vermoeden doen wegvallen : volgens het thans geldende recht is de ambtenaar van de burgerlijke stand immers streng gehouden het verzoek om verlof tot verbranding met de bijlagen ervan aan de procureur des Konings te zenden "wanneer de overledene, tijdens zijn laatste ziekte, niet door een geneesheer werd verzorgd" (wet van 21 maart 1932, artikel 5, tweede lid, in fine).

B. Bijna alles wat de lijkbezorging betreft berust op bestaande gebruiken, onder het opperste toezicht van hoven en rechtbanken. Als beginsel geldt dat rekening moet worden gehouden met de uiterste wil van de overledene, die in de eerste plaats kan worden geïnterpreteerd door de familie, daarna door andere personen : uitvoerder van uiterste wilsbeschikkingen, voogdijraad, enz. Komt een betwisting voor de rechter, dan gaat deze na welke de laatste wil van de overledene is geweest ; dit is een zuivere feitenkwestie.

.../...

Aangezien de crematie "sedert de wet van 1932 in ons land wordt toegelaten naast de teraardebestelling als oplossing voor de bijzetting van de stoffelijke overschotten" wil de Regering "van nu af een zekere versoepeling brengen in de wet van 1932" en, wat meer is, "de teraardebestelling en de crematie op gelijke voet stellen" (memorie van toelichting). Het eerste doel wordt bereikt door wijziging van de thans geldende voorschriften,en meer bepaald door een terugkeer naar het gemeen recht. Het tweede zou aanleiding geven tot een wijziging van de vorm der bestaande teksten ; in dat opzicht gaat het voorontwerp niet ver genoeg.

Wat de grond van de zaak betreft : het verlof tot lijkverbranding zou voortaan door de ambtenaar van de burgerlijke stand worden afgegeven, niet meer onder de gezamenlijke voorwaarden van artikel 4, eerste lid, 1° en 2°, van de wet van 21 maart 1932, maar onder één van die voorwaarden: uiterste wilsbeschikking, of aanvraag door verwanten.

Wat de vorm betreft :

1° Artikel 22, dat in 1932 verantwoord was, is overbodig want er is geen soortgelijke bepaling die toelating geeft tot begraven.

2° Artikel 23 handelt over de "lijkverbrandingsinstallaties" die, volgens het tweede lid, deel moeten uitmaken van de begraafplaatsen of bijgebouwen daarvan moeten zijn ; het is derhalve aangewezen artikel 23 te splitsen en de daarin neergelegde bepalingen onder te brengen in de rubrieken die onderscheidenlijk over de gemeentelijke en over de intergemeentelijke begraafplaatsen handelen.

*
* *

.../...

De woorden "een daarmede in verbinding staande grond" in artikel 25, tweede lid, zouden in de memorie van toelichting nader moeten worden omschreven.

*
* *

Ten aanzien van de ambtenaar van de burgerlijke stand heeft de wilsbeschikking van de overledene bij testament, hetzij ten gunste van crematie (artikel 24, tweede lid, 1°, a) hetzij ertegen (artikel 25) voorrang zowel op oudere testamenten als op enige recentere, maar in een andere vorm gedane wilsuiting. Die regelt vindt echter maar toepassing wanneer er, bij weten van de ambtenaar van de burgerlijke stand, ten overstaan van hem een geschil is tussen de familieleden, tussen derden, of tussen familieleden en derden ; die regel wijst ook uit welke beslissing de ambtenaar van de burgerlijke stand moet nemen en heeft volgens de Regering geen andere strekking (arg.: "Niet ontvankelijk is de aanvraag tot verbranding van het lijk", artikel 25, initio). Komt de zaak daarentegen voor de rechter, dan oordeelt deze op onaantastbare wijze, zonder gebonden te zijn door de rangorde van de bewijsmiddelen waaraan de ambtenaar van de burgerlijke stand zich moet houden.

Om duidelijker te doen uitkomen dat het oordeel van de rechter over de feiten in ieder geval onaantastbaar en discretionair blijft, zou men de bepaling van artikel 25 beter kunnen opnemen onder de bepalingen van artikel 24, tweede lid, 1°.

.../..

De Regering bedoelt het trouwens zo, dat iedere belanghebbende, meer in 't bijzonder de houder van een akte van uiterste wil, de ambtenaar van de burgerlijke stand kan inlichten in het geval van artikel 25, en het geschil zo nodig voor de rechter in kort geding kan brengen.

Dat moet met zoveel woorden in de tekst worden gezegd.

*
* *

Artikel 26, eerste lid, bepaalt : "de geschillen betreffende de voorwaarden bepaald bij artikel 24, 1°, worden aanhangig gemaakt bij de rechter in kort geding van de plaats van het overlijden, die uitspraak doet binnen 24 uur na het indienen van het verzoek".

Die redactie kan de indruk wekken dat het ontwerp een procedure wil invoeren die van het gemeen recht afwijkt, wat nochtans niet in de bedoeling van de Regering lijkt te liggen en door het ontwerp hoe dan ook niet waargemaakt wordt.

De Raad moge erop wijzen dat het Gerechtelijk Wetboek stelt, dat hoofdvorderingen bij dagvaarding voor de rechter gebracht worden, onverminderd de bijzondere regels inzake vrijwillige verschijning en rechtspleging op verzoekschrift (artikel 700).

Meer in 't bijzonder wat de inleiding van de vordering in kort geding betreft, bepaalt artikel 1035, tweede lid, dat de termijn van dagvaarding ten minste twee dagen bedraagt, en artikel 1036 dat die termijn kan worden ingekort bij beschikking van de voorzitter om op het bepaalde uur te dagvaarden.

Dagvaarding door een gerechtsdeurwaarder is dus in ieder geval vereist.

Opmerking verdient nog, dat de wet van 21 maart 1932, die de rechter in kort geding van de plaats van het overlijden reeds bevoegd verklaarde om van de betwistingen kennis te nemen, in geen enkele afwijking van de eigenlijke rechtspleging voorziet en, wat de territoriale bevoegdheid betreft, bevoegdheid verleent aan de rechter in kort geding van de plaats van het overlijden.

Het Gerechtelijk Wetboek, dat in artikel 587, 1°, spreekt over de bevoegdheid die de wet van 21 maart 1932 aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg verleent, bepaalt uitdrukkelijk dat de vorderingen worden ingediend en behandeld naar de vormen van het kort geding, hetgeen des te meer betekenis heeft daar die tekst volgt op twee bepalingen (de artikelen 585 en 586) krachtens welke een zaak bij wege van verzoekschrift voor de voorzitter van de rechtbank kan worden gebracht in de gevallen welke die bepalingen beperkend opsommen.

Daarbuiten staat artikel 584, waarvan het eerste lid de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg toestaat, in gevallen die hij spoedeisend acht, bij voorraad uitspraak te doen in alle zaken, behalve die welke de wet aan de rechterlijke macht onttrekt, terwijl het derde lid bepaalt dat de zaak vóór de voorzitter aanhangig gemaakt wordt in kort geding of, in geval van volstrekte noodzakelijkheid, bij verzoekschrift. Enerzijds betreft het hier immers een bijzondere, aan de voorzitter van de rechtbank verleende bevoegdheid, anderzijds gaat het hier om een vordering die wordt ingediend en behandeld naar de vormen van het kort geding, zoals blijkt zowel uit artikel 26 van het ontwerp

.../...

als uit artikel 587, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek (hetwelk het ontwerp laat bestaan, maar waarin de verwijzing naar de wet van 21 maart 1932 zou moeten worden vervangen door een verwijzing naar de ontwerp-wet).

Derhalve zouden in artikel 26, eerste lid, de woorden "na het indienen van het verzoek" moeten vervallen, zodat de bepalingen van het gemeen recht toepassing kunnen vinden en het ontwerp in overeenstemming blijft met artikel 587,1°, van het Gerechtelijk Wetboek.

Het is overigens nog de vraag, of het wel nodig is de rechter in kort geding te verplichten om uitspraak te doen binnen 24 uren. Is die voorzorg aan te bevelen voor het verlof dat de ambtenaar van de burgerlijke stand verleent als er geen betwisting is (wet van 21 maart 1932, artikel 4, laatste lid; en artikel 26, tweede lid, van het ontwerp), minder aangewezen lijkt ze ten aanzien van de rechterlijke macht, meer bepaald van de rechter in kort geding, die er zich krachtens zijn taak zelf bewust van is welke termijnen door de aard van het geschil noodzakelijk worden gemaakt.

In artikel 26, tweede lid, zou nader moeten worden bepaald hoe de betwistingen ter kennis van de ambtenaar van de burgerlijke stand worden gebracht : door betekening van het afschrift van het exploot van dagvaarding op verzoek van de eiser, of op een andere wijze ?

*
* *

.../...

Artikel 27, tweede lid, van het voorontwerp ontleent aan artikel 81 van het Burgerlijk Wetboek de term "gewelddadige dood". Die term mag niet letterlijk worden genomen maar moet - zoals de praktijk bevestigt - worden verstaan in de betekenis van "verdacht overlijden", dit is een overlijden waarvan de oorzaak eventueel een gerechtelijk onderzoek kan uitlokken.

*
* *

Artikel 30 van het voorontwerp brengt de kosten van de lijkschouwing die wordt bevolen naar aanleiding van het onderzoek van een aanvraag tot crematie ten laste van de nalatenschap. Aangezien het hier gaat om een maatregel met betrekking tot het opsporen van misdrijven, behoren die kosten naar gelang van het geval door de gemeenschap of door de schuldige te worden gedragen, nu de optiek van de wet van 21 maart 1932 wordt prijsgegeven.

*
* *

In verband met het verlof dat de procureur des Konings verleent op grond van artikel 31 van het ontwerp, moet worden opgemerkt dat het ongewoon is de belanghebbenden geen mogelijkheid van beroep bij de rechter in kort geding te geven.

*
* *

.../...

Artikel 37 wil doen uitkomen dat het koninklijk besluit van 17 oktober 1932 tot uitvoering van de wet van 21 maart 1932 waarbij de lijkverbranding wordt toegelaten, een nieuwe rechtsgrond zou vinden in de wet waarvan het voorontwerp aan de Raad van State is voorgelegd; dat kan alleen opgaan voor de bepalingen die bestaanbaar zijn met die van de nieuwe wet, en tot een nieuw koninklijk besluit dat van 17 oktober 1932 vervangen of opgeheven heeft. Het is dus volstrekt nodig dat voor artikel 37 een volledige tekst wordt opgesteld,als volgt : "Voor zover zijn bepalingen niet onbestaanbaar zijn met die van deze wet, blijft het koninklijk ... van toepassing tot de Koning dienaangaande anders beschikt".

*
* *

Met inachtneming van hetgeen hiervoren is opgemerkt, stelt de Raad voor,het voorontwerp van wet als volgt te redigeren.

*
* *

.../...

ONTWERP VAN WET OP DE BEGRAAFPLAATSEN EN DE LIJKBEZORGING.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Binnenlandse Zaken is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I. BEGRAAFPLAATSEN.

Afdeling I. Gemeentelijke begraafplaatsen.

Artikel 1.-

Iedere gemeente moet over ten minste één begraafplaats beschikken.

Crematoria mogen zich alleen bevinden binnen de omheining van gemeentelijke begraafplaatsen of op een daarmede in verbinding staande grond.

Artikel 2.-

De ligging van de begraafplaats wordt aangegeven in het plan van aanleg.

.../...

Is er geen plan van aanleg waarin de ligging van de begraafplaats is aangegeven, dan wordt de desbetreffende gemeenteraadsbeslissing voorafgegaan door het advies van de provinciale gezondheidsinspectie en wordt zij vastgesteld op eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar, bedoeld in artikel 45 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw. De beslissing behoeft de goedkeuring van de provinciegouverneur.

Voor het vestigen van een crematorium gelden dezelfde voorwaarden.

Artikel 3.-

De begraafplaats wordt zo omheind dat de doorgang en het zicht in de mate van het mogelijke belemmerd worden. Daartoe wordt eventueel een voldoende beplanting aangebracht.

Artikel 4.-

Gemeentelijke begraafplaatsen vallen onder het gezag, de politie en het toezicht van de gemeenteoverheden, die zorg dragen dat er geen wanorde heerst, dat er geen handelingen in strijd met de eerbied voor de doden worden verricht en dat er geen opgraving plaatsheeft zonder verlof.

Artikel 5.-

§ 1. Wanneer nieuwe voor begraving bestemde ruimten aangelegd zijn, bepaalt de gemeenteraad de datum waarop niet meer begraven wordt op de oude begraafplaatsen.

Deze worden in de staat gelaten waarin zij zich bevinden; gedurende ten minste vijf jaar mag er generlei gebruik van worden gemaakt.

.../...

De gemeenteraad bepaalt hoe de beslissing tot sluiting zal worden bekendgemaakt.

§ 2. Na verloop van de in § 1 bepaalde tijd wordt de beslissing waarbij de gemeenteraad een andere bestemming geeft aan de gronden van de oude begraafplaatsen, ter goedkeuring voorgelegd aan de provinciegouverneur. Delvings- en funderingswerken mogen echter niet worden uitgevoerd dan met de instemming van de provinciale gezondheidsinspectie.

Afdeling 2. Grafconcessies.

Artikel 6.-

De gemeenteraad kan op de gemeentelijke begraafplaatsen grafconcessies verlenen.

Hij kan die bevoegdheid opdragen aan het college van burgemeester en schepenen.

Een zelfde concessie mag slechts dienen als graf voor de aanvrager, zijn echtgenoot en zijn bloed- of aanverwanten.

Een concessieaanvraag mag worden ingediend ten behoeve van een derde en van diens familie.

Artikel 7.-

De concessies worden voor ten hoogste vijftig jaar verleend.

Op aanvraag van enige belanghebbende die erom verzoekt vóór de bepaalde tijd verstreken is, kunnen opeenvolgende hernieuwingen worden toegestaan.

.../...

Geen hernieuwing mag voor langere tijd dan de oorspronkelijke concessie worden toegestaan.

Artikel 8.-

De gemeenteraad stelt het tarief en de voorwaarden voor het verlenen van de concessies vast.

Artikel 9.-

Telkens na vijftig jaar, en zonder retributie, kan de altijddurende concessie die krachtens het keizerlijk decreet van 23 prairial jaar XII werd verleend vóór de inwerkingtreding van deze wet, op aanvraag van enig belanghebbende hernieuwd worden.

De eerste aanvraag om hernieuwing moet worden ingediend binnen een termijn van twee jaar, ingaande :

a) op de datum van inwerkingtreding van deze wet, als de concessie ten minste vijftig jaar vóór die datum is verleend;

b) bij het verstrijken van het vijftigste jaar van de concessie in de andere gevallen.

Bij het verstrijken van het eerste jaar van die tweejarige termijn maakt de burgemeester of zijn gemachtigde een akte op waarbij de belanghebbenden eraan herinnerd worden dat zij, willen zij hun recht behouden, hem een aanvraag om hernieuwing moeten doen toekomen vóór de datum die in de akte is bepaald.

De akte blijft ten minste één jaar lang bij het graf en aan de ingang van de begraafplaats aangeplakt.

Is geen aanvraag om hernieuwing gedaan, dan vervalt de concessie.

.../...

Artikel 10.-

Wanneer toepassing wordt gemaakt van artikel 5, wordt een perceel van dezelfde grootte als het geconcedeerde op de nieuwe begraafplaats voorbehouden als een van de rechthebbenden daartoe een aanvraag indient vóór de datum bedoeld in het eerste lid van hetzelfde artikel.

De gemeenteraad bepaalt de voorwaarden inzake overbrenging (zie advies).

Artikel 11.-

Het onderhoud van de graven op geconcedeerde grond rust op de rechthebbenden.

Verwaarlozing opleverend onderhoudsverzuim staat vast als het graf doorlopend onzindelijk, door plantengroei overwoekerd, vervallen, ingestort of bouwvallig is.

De verwaarlozing wordt geconstateerd in een akte van de burgemeester of zijn gemachtigde; die akte blijft een jaar lang bij het graf en aan de ingang van de begraafplaats aangeplakt.

Na het verstrijken van die termijn en bij nietherstelling kan de gemeenteraad een einde maken aan het recht op de concessie.

.../...

Afdeling 3. Intergemeentelijke begraafplaatsen

Artikel 12.-

Gemeenten kunnen zich (overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 1 tot 17 van de wet van 1 maart 1922 op de vereniging van gemeenten tot nut van het algemeen) verenigen voor het aanleggen en onderhouden van een gemeenschappelijke begraafplaats of een gemeenschappelijk crematorium.

Artikel 13.-

Intergemeentelijke begraafplaatsen vallen onder toepassing van de artikelen .... van deze wet.

Tweede lid : politie van de intergemeentelijke begraafplaatsen:....

Derde lid : concessies : ...

HOOFDSTUK II. LIJKBEZORGING.

Afdeling 1. Kisting en vervoer van lijken.

Artikel 14.-

Wanneer in volle grond wordt begraven, mag geen gebruik worden gemaakt van doodkisten, foedralen of doodswaden die de natuurlijke en normale ontbinding van het lijk beletten.

Artikel 15.-

De burgemeester of zijn gemachtigde mag de kisting bijwonen.

.../...

Artikel 16.-

De gemeenteraad bepaalt de meest passende wijze voor het vervoeren van lijken.

Het toezicht op lijkstoeten berust in ieder geval bij de gemeenteoverheid, die zorg draagt dat zij ordelijk, welvoeglijk en met de aan doden verschuldigde eerbied verlopen.

Artikel 17.-

Het stoffelijk overschot van behoeftigen wordt kosteloos en op behoorlijke wijze gekist en vervoerd.

Afdeling 2. Begraving.

Artikel 18.-

§ 1. Alleen op gemeentelijke of intergemeentelijke begraafplaatsen mag worden begraven.

§ 2. Op particuliere begraafplaatsen die bestaan op het tijdstip waarop deze wet in werking treedt, mag echter voort worden begraven.

Voor particuliere begraafplaatsen gelden de artikelen (4, 5, § 1, eerste en tweede lid, 19, eerste lid, en 20) van deze wet.

§ 3. Afwijkingen van het bepaalde in § 1 kunnen worden toegestaan door de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, op voorstel van de burgemeester van de gemeente waar de begraving zal plaatshebben.

.../...

Artikel 19.-

In volle grond worden de lijken horizontaal begraven in een afzonderlijke kuil, op een diepte van ten minste vijftien decimeter.

De gemeenteraad bepaalt de afstand tussen de grafkuilen.

Artikel 20.-

In grafkelders worden de lijken bijgezet op een diepte van ten minste acht decimeter.

Het aanleggen van graven boven de grond is verboden, behoudens bijzonder verlof, door de provinciegouverneur verleend op eensluidend advies van de provinciale gezondheidsinspectie, en behoudens de afwijkingen volgend uit deze wet.

Bijzetting in bouwwerken als bedoeld in het tweede lid, die bestaan op het tijdstip waarop deze wet in werking treedt, mag nochtans verder plaatshebben zoals in het verleden.

Artikel 21.-

In niet geconcedeerde grond heeft de begraving plaats in een kuil waarin sedert vijf jaar niet is begraven.

Wanneer in een perceel niet meer begraven kan worden onder de voorwaarden bepaald in artikel 19, mogen geen nieuwe kuilen meer gedolven worden gedurende een termijn van vijftien jaar te rekenen van de laatste begraving, behoudens verlof, door de provinciegouverneur verleend op eensluidend advies van de provinciale gezondheidsinspectie. Binnen de omheining van de

.../...

begraafplaats gevonden stoffelijke overblijfselen worden overgebracht op een daartoe bestemd perceel van de begraafplaats.

Afdeling 3. Lijkverbranding.

Artikel 22.-

Voor lijkverbranding is een verlof vereist, dat wordt verleend door de ambtenaar van de burgerlijke stand die het overlijden heeft vastgesteld, indien dat overlijden in België heeft plaatsgehad, of door de procureur des Konings van het arrondissement waar zich het crematorium bevindt, indien het overlijden heeft plaatsgehad in het buitenland.

Artikel 23.-

§ 1. Iedere aanvraag om verlof wordt ondertekend door degene die bevoegd is om in de lijkbezorging te voorzien.

Bij de aanvraag mag worden gevoegd of als aanvraag kan dienen een aan de voorwaarden inzake bekwaamheid en inzake vorm van de akten van uiterste wil onderworpen akte, waarin de overledene de uitdrukkelijke wil te kennen heeft gegeven om zijn stoffelijk overschot te doen verbranden.

§ 2. Het verlof moet door de ambtenaar van de burgerlijke stand of door de procureur des Konings geweigerd worden als de overledene in een akte, die onderworpen is aan de voorwaarden inzake bekwaamheid en inzake vorm gesteld voor de geldigheid van akten van uiterste wil, zijn voorkeur voor een andere wijze van teraardebestelling te kennen heeft gegeven.

.../...

§ 3. In geval van betwisting kan iedere belanghebbende de zaak aanhangig maken bij de rechter in kort geding van de plaats van het overlijden. Een afschrift van de dagvaarding wordt tegelijkertijd ter kennis gebracht van de ambtenaar van de burgerlijke stand die het overlijden heeft vastgesteld of van de procureur des Konings, naar gelang van het geval.

Bij gemis van zodanige kennisgeving verleent de ambtenaar van de burgerlijke stand het verlof tot verbranding vierentwintig uren na ontvangst van de stukken.

Artikel 24.-

§ 1. Bij de aanvraag moet een attest worden gevoegd waarin de behandelende geneesheer of de geneesheer die het overlijden heeft vastgesteld, bevestigt dat er geen tekens of aanwijzingen van een gewelddadige dood zijn.

Bij de aanvraag om verlof tot verbranding van het lijk van een in België overleden persoon moet bovendien het verslag worden gevoegd van een beëdigd geneesheer, door de ambtenaar van de burgerlijke stand aangesteld om de doodsoorzaken na te gaan, in welk verslag wordt bevestigd dat er geen tekens of aanwijzingen van een gewelddadige dood zijn.

§ 2. De ambtenaar van de burgerlijke stand moet het dossier aan de procureur des Konings van het arrondissement zenden wanneer omstandigheden het vermoeden van een gewelddadige dood wettigen, of wanneer de geneesheer in een van de onder § 1 voorgeschreven documenten niet heeft kunnen bevestigen dat er geen tekens of aanwijzingen van een gewelddadige dood waren.

.../...

In dat geval kan verlof tot verbranding eerst worden verleend nadat de procureur des Konings aan de ambtenaar van de burgerlijke stand heeft laten weten dat hij er zich niet tegen verzet.

Artikel 25.-

De procureur des Konings handelt zoals voorgeschreven is in artikel 81 van het Burgerlijk Wetboek en gelast, wanneer daartoe aanleiding bestaat, de lijkschouwing.

De familie of de persoon die bevoegd is om in de lijkbezorging te voorzien, kan de lijkschouwing steeds doen bijwonen door een geneesheer van haar of zijn keuze.

De kosten van lijkschouwing, berekend en ingevorderd als gerechtskosten in strafzaken, komen ten laste van ... (zie advies)...

Artikel 26.-

De as van verbrande lijken moet op een gemeentelijke of intergemeentelijke begraafplaats blijven; zij moet :

a) ofwel in volle grond begraven worden op een diepte van ten minste vijf decimeter;

b) ofwel uitgestrooid worden op een daartoe bestemd perceel;

c) ofwel in urnen geplaatst worden die ofwel begraven, ofwel in een grafkelder geplaatst, ofwel in een columbarium bijgezet kunnen worden.

.../...

Afdeling 4. Graftekens.

Artikel 27.-

Tenzij de overledene anders heeft beschikt of zijn verwanten zich ertegen verzetten, heeft eenieder het recht op het graf van zijn verwante of vriend een grafteken te doen plaatsen.

De gemeenteraad regelt de uitoefening van dat recht en inzonderheid alles wat betrekking heeft op de afmetingen van de graftekens en de aard van de te gebruiken materialen.

Artikel 28.-

Wanneer aan een grafconcessie een einde wordt gemaakt of geen aanvraag om overbrenging als bedoeld in artikel 10 is ingediend, worden de niet weggenomen graftekens en de eventueel nog bestaande ondergrondse bouwwerken eigendom van de gemeente.

Wanneer niet geconcedeerde gronden voor nieuwe begravingen moeten worden gebruikt, wordt door middel van een aan de toegangen tot die gronden en aan de ingang van de begraafplaats aangeplakt bericht aan de belanghebbenden kennis gegeven van de termijn gedurende welke zij de graftekens mogen wegnemen; bij het verstrijken van die termijn of van de door het college van burgemeester en schepenen toegestane verlenging worden de materialen eigendom van de gemeente.

Alleen het college van burgemeester en schepenen regelt de bestemming van het aan de gemeente toevallend materiaal.

.../...

HOOFDSTUK III. SLOTBEPALINGEN.

Artikel 29.-

De bepalingen van deze wet doen geen afbreuk aan de gebruiken in verband met de bijzetting van leden van het vorstenhuis en in verband met de bijzetting van de hoofden van bisdommen in hun kathedraal, noch aan de bepalingen betreffende de graven van militairen.

Artikel 30.-

De Koning kan van de bepalingen van deze wet afwijken, ofwel met het oog op de uitvoering van internationale verdragen, ofwel met het oog op de bescherming van de bevolking tegen de gevaren van verspreiding van besmettelijke ziekten of van besmetting door ioniserende stralingen.

Artikel 31.-

Overtreding van de bepalingen van deze wet wordt gestraft met de straffen gesteld in de artikelen 315, 340, 453 en 526 van het Strafwetboek.

Artikel 32.-

Voor zover zijn bepalingen niet onbestaanbaar zijn met die van deze wet, blijft het koninklijk besluit van 17 oktober 1932 tot uitvoering van de wet van 21 maart 1932 waarbij de lijkverbranding wordt toegelaten, van toepassing tot de Koning anders beschikt.

Artikel 33.-

In artikel 587, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek worden de woorden "wet van 21 maart 1932 waarbij de lijkverbranding wordt toegelaten" vervangen door de vermelding van het opschrift van deze wet.

.../...

Artikel 34.-

Opgeheven worden :

1° de nog geldende bepalingen van 's Konings verklaring van 10 maart 1776 aangaande de begrafenissen;

2° de nog geldende bepalingen van het Edict van 26 juni 1784 op de begrafenissen;

3° het decreet van 23 prairial jaar XII op de begraafplaatsen;

4° het keizerlijk decreet van 4 thermidor jaar XIII betreffende de toestemming van de ambtenaren van de burgerlijke stand voor de begrafenissen;

5° het keizerlijk decreet van 18 mei 1806 betreffende de dienst in de kerken en begrafenisstoeten;

6° het koninklijk besluit van 30 april 1829 betreffende de afsluiting van de begraafplaatsen;

7° het koninklijk besluit van 19 juni 1829 dat, ter aanvulling van het koninklijk besluit van 30 april 1829, een aantal maatregelen betreffende de muren of afsluitingen van begraafplaatsen vaststelt;

8° het koninklijk besluit van 30 juli 1880 betreffende het gebruik van afgeschafte begraafplaatsen;

9° de wet van 21 maart 1932 waarbij de lijkverbranding wordt toegelaten.

...

....

OVEREENSTEMMING VAN DE BEPALINGEN.

Ontwerp van het Departement.	Door de Raad van State voorgestelde tekst.
Artikel 1, eerste lid.	Artikel 1, eerste lid.
Artikel 23, tweede lid.	Artikel 1, tweede lid.
Artikel 2.	Artikel 2, eerste en tweede lid.
Artikel 23, eerste lid, *in fine*.	Artikel 2, derde lid.
Artikel 3.	Artikel 3.
Artikel 16.	Artikel 4.
Artikel 14, eerste en tweede lid.	Artikel 5, § 1, eerste en tweede lid.
Artikel 14, vierde lid, *initio.*	Artikel 5, § 1, derde lid.
Artikel 14, derde lid.	Artikel 5, § 2.
Artikel 9.	Artikel 6.
Artikel 10.	Artikel 7.
Artikel 11.	Artikel 8.
Artikel 12.	Artikel 9.
Artikel 15.	Artikel 10, eerste lid.
Artikel 14, vierde lid, *in fine*.	Artikel 10, tweede lid.
Artikel 13.	Artikel 11.
Artikel 1, tweede lid, en artikel 23, eerste lid, *initio.*	Artikel 12.
--	Artikel 13.
Artikel 21, tweede lid.	Artikel 14.
Artikel 21, eerste lid.	Artikel 15.
Artikel 19.	Artikel 16.
Artikel 20.	Artikel 17.
Artikel 4.	Artikel 18, § 1.
Artikel 33.	Artikel 18, § 2.
Artikel 35.	Artikel 18, § 3.
Artikel 5, eerste lid, *partim*, en tweede lid.	Artikel 19.

Ontwerp van het Departement.	Door de Raad van State voorgestelde tekst.
Artikel 5, eerste lid, partim.	Artikel 20, eerste lid.
Artikel 7, eerste lid.	artikel 20, tweede lid.
Artikel 34.	Artikel 20, derde lid.
Artikel 8.	Artikel 21.
Artikel 24, eerste lid, en artikel 31, partim.	Artikel 22.
Artikel 24, tweede lid, 1°.	Artikel 23, § 1.
Artikel 25.	Artikel 23, § 2.
Artikel 26.	Artikel 23, § 3.
Artikel 24, tweede lid, 2° en 3°.	Artikel 24, § 1.
Artikel 27 en artikel 28, tweede lid.	Artikel 24, § 2.
Artikel 28, eerste lid.	Artikel 25, eerste lid.
Artikel 29.	Artikel 25, tweede lid.
Artikel 30.	Artikel 25, derde lid.
Artikel 5, eerste lid, partim artikel 6, en artikel 7, tweede lid.	Artikel 26.
Artikel 17.	Artikel 27.
Artikel 18.	Artikel 28.
Artikel 32.	Artikel 29.
---	Artikel 30.
Artikel 36.	Artikel 31.
Artikel 37.	Artikel 32.
---	Artikel 33.
Artikel 38.	Artikel 34.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	G.VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G.CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	P.DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation,	
	M.VERSCHELDEN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	M.JACQUEMIJN,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.J.FORTPIED, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.FORTPIED, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) M.JACQUEMIJN. — (s.) G.VAN BUNNEN.